

Motivations du directoire de la Société pour la remise du Prix Charlemagne de la ville d'Aix-la-Chapelle au Président de la République française

Le directoire de la Société pour la remise du Prix International Charlemagne de la ville d'Aix-la-Chapelle honore en 2018 le président de la République Française, Emmanuel Macron, pour sa vision d'une nouvelle Europe et la refondation du projet européen, d'une nouvelle souveraineté européenne et d'une restructuration de la coopération des peuples et des nations. Son acharnement et son engagement européen, ses prises de positions pour la cohésion et l'attitude commune ainsi que son combat décisif contre toute forme de nationalisme et d'isolationnisme sont exemplaires, déterminants et contagieux, dans le sens positif du terme. La Société pour la remise du Prix Charlemagne honore en Emmanuel Macron un précurseur courageux du renouvellement du rêve européen.

La Société pour la remise du prix Charlemagne exprime à travers ce prix l'espoir et le souhait de nombreux citoyens européens que les propositions du lauréat 2018 inspirent ses partenaires européens et contribuent à un nouveau durable du projet européen.

A l'issue d'une année électorale en Europe chargée, marquée par les affrontements avec les populistes, les radicaux et les nationalistes, le 7 mai 2017 est une date singulière. L'élection d'Emmanuel Macron au poste de président de la République Française a une fois de plus démontré que l'Europe peut encore enthousiasmer.

Offensif comme peu le sont, Macron a mis l'idée européenne au centre de son engagement politique ; offensif comme peu le sont, il a cherché le dialogue avec ceux qui veulent remettre en cause le projet auquel notre continent doit la plus longue période de paix de son histoire ; et offensif comme peu le sont, il donne à travers des propositions ambitieuses de nouvelles impulsions pour le développement de l'Union Européenne, pour « la refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique », car il est convaincu que « nous devrions avoir envie d'écrire une page d'Histoire ».

Pour Macron il ne s'agit pas de petits problèmes institutionnels, mais bien plus de problèmes de fond, de la Grande Histoire de l'Europe, pour laquelle il veut regagner la confiance des hommes : « Le problème est que les débats sur l'Europe sont devenus des affrontements entre experts et juristes. Alors que l'Europe était d'abord un projet politique ! L'Union Européenne n'a pas été créée par des experts, ni par des diplomates. Elle a été créée par des hommes, qui avaient tiré les leçons de notre histoire commune. Je propose un nouveau départ, à savoir, en ne commençant pas par débattre indéfiniment de quels instruments on a besoin, mais déterminé par le but que l'on veut atteindre. Que voulons-nous ? Quelle Europe voulons-nous ? Je veux renouveler notre rêve européen, je veux redonner vie aux ambitions (Der Spiegel 42/17). »

Macron affirme sa profonde conviction « que la vie politique moderne doit retrouver le sens du symbole ». Ainsi comprend-on mieux la mise-en-scène grandiose du nouveau président élu qui pénètre dans la cour du Louvre, non pas au son de la Marseillaise mais de l'hymne européen, avant de s'adresser à ses partisans et de souligner l'adhésion de la France à l'Union Européenne.

II

Emmanuel Macron est né le 21 décembre 1977 à Amiens où il grandit et fait ses études au collège jésuite de La Providence avant d'aller au Lycée Henri IV à Paris où il passe son baccalauréat. Il étudie

ensuite la philosophie à l'Université de Paris-Nanterre ainsi que les sciences politiques à Science-Po. De 1999 à 2001 il est assistant du philosophe Paul Ricœur. De 2002 à 2004 il continue ses études à l'ENA à Strasbourg avant d'intégrer le corps de l'Inspection des Finances. En 2008 il devient banquier d'affaires à la banque Rothschild & Co avant de devenir associé-gérant deux ans plus tard. Après la victoire électorale de François Hollande, Macron, sans étiquette, (il n'a été membre du parti socialiste que de courte durée) est appelé dans l'équipe des conseillers de l'Élysée et devient secrétaire général adjoint au cabinet du président de la République. En Août 2014 Macron est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Après avoir fondé en avril 2016 le mouvement « En Marche ! », par lequel il s'adresse aux plus larges couches de la société, il rompt avec les anciennes structures politiques et dépasse le clivage droite/gauche ; il démissionne en août 2016 de son poste de ministre et annonce en novembre de la même année sa candidature en tant que candidat libre à l'élection présidentielle.

« On peut gagner des élections quand on a une idée de l'Europe et qu'on la défend », Macron se montre combatif dès le début de sa campagne. Fidèle à ses convictions, que la relation franco-allemande, est le fondement du Momentum européen, il expose en janvier 2017 à l'université Humboldt à Berlin – comme l'on fait avant lui de nombreux grands européens – ses idées pour le renouvellement de l'Europe.

En citant à Berlin le texte Schäuble/Lamers de 1994 : « Assurer la sécurité à l'extérieur, (...) est la condition et le socle de toute souveraineté des états. Ceci est aussi valable pour l'Union Européenne en tant que communauté d'états, en ce sens qu'ils ne peuvent préserver leur souveraineté qu'au sein de la Communauté », il fonde ainsi le socle de son argumentation.

Il précisera sa notion de « souveraineté » au cours de nombreux discours et interventions et en fera son argument central. Selon Macron, la souveraineté dans le monde d'aujourd'hui ne peut être assurée par l'État seul. Seule l'Union Européenne est en état de le faire.

Macron transforme la campagne électorale pour l'élection présidentielle en référendum pour l'Europe.

En déclarant « Si vous êtes un européen hésitant, vous êtes déjà un européen battu », il ouvre son combat contre les opposants à l'Europe ; et pendant que certains se plaignent que les positions politiques dans les démocraties européennes se ressemblent de plus en plus, que les électeurs et les électrices n'ont pas d'alternatives, deux candidats dont les convictions et les programmes ne pouvaient être plus contraires s'affrontent lors du deuxième tour des élections au poste de président de la République.

Macron se bat entre autre pour une Europe des citoyens, une politique économique commune et un ministre de l'Économie européen, le renforcement de l'Euro et un programme d'investitions européen. A travers son attitude pro-européenne, il se dresse contre un renouveau du nationalisme dans son pays et ainsi contre les tendances nationalistes et populistes dans le reste de l'Europe.

L'élection d'Emmanuel Macron le 7 mai 2017 avec une majorité écrasante est définie - non seulement en France mais dans de nombreuses régions de l'Europe - comme une élection fatidique. Cet homme de 39 ans est élu 8^{ème} (et plus jeune) président de la 5^{ème} République avec 66% des voix.

III

Le lendemain de son intronisation, son premier voyage à l'étranger le mène en Allemagne où il convient avec la Chancelière d'une intensification du partenariat franco-allemand tant au plan bilatéral qu'européen. Le partenariat étroit, pour Macron non seulement une condition indispensable pour la réussite de l'Europe mais aussi une « éthique de travail », se révèle dès la réunion du Conseil de l'Europe du 23 juin 2017, préparée par les deux pays, et dont les résultats sont présentés par la

Chancellerie et le Président au cours d'une conférence de presse finale commune. Avec des résultats importants sur le climat, la lutte contre le terrorisme et sur une politique commune pour la sécurité et la défense, cette réunion au sommet met l'accent sur une nouvelle dynamique et est un signe de confiance.

Si Macron avait déjà pendant sa campagne électorale et lors de son discours à l'Université Humboldt présenté ses réflexions sur l'avenir de l'Union Européenne, il lance lors de son discours à la Sorbonne le 26 septembre 2017, deux jours après les élections parlementaires allemandes, son « Initiative pour l'Europe ». Il regrette que : « Trop longtemps, nous avons cru avec certitude que le passé ne reviendrait pas, (...) nous avons pensé que nous pouvions nous installer dans la langueur, l'habitude, abandonner un peu de cette ambition, de cet espoir que l'Europe devait porter puisqu'elle devenait comme une évidence dont nous aurions perdu le fil ». Les Européens ont trop longtemps accepté que Bruxelles soit défini comme un appareil bureaucratique impuissant. « Oubliant, ce faisant, que Bruxelles, c'est nous, toujours, à chaque instant ! Nous n'avons plus proposé, nous n'avons plus voulu ! » Mais « Je ne laisserai rien, rien à toutes celles et ceux qui promettent la haine, la division ou le repli national. Je ne leur laisserai aucune proposition. C'est à l'Europe de les faire, c'est à nous de les porter, aujourd'hui et maintenant ».

Ce qui suit est un plaidoyer très complet, pour partie très concret et tout d'abord passionné pour la « refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique ». Aucun état ne peut faire face seul, avec succès, aux enjeux d'un monde globalisé. Pour Macron, les clés de la souveraineté se trouvent dans la coopération européenne, dans une Europe unie

- qui assure la sécurité dans toutes ses dimensions, dans la défense extérieure, dans le combat contre le terrorisme mais aussi dans la protection civile ;
- qui réagit aux défis migratoires – avec une protection aux frontières, une autorité commune ainsi qu'un programme d'intégration ;
- dont la politique étrangère se tourne en premier lieu vers les zones méditerranéennes et un partenariat avec l'Afrique ;
- qui défend le développement durable dans sa politique de l'énergie et de l'environnement ;
- qui participe de manière active et prépondérante à la révolution numérique ;
- et qui dans la zone euro, centre d'une force économique, assure la stabilité grâce à des réformes nationales, mais aussi grâce à la coordination des politiques économiques et un budget commun.

Une convergence fiscale et sociale, la réforme des directives, la création d'un impôt européen sur les transactions financières, des listes électorales transnationales pour les élections européennes, la réduction de la Commission – Macron est conscient du fait que ces nombreuses propositions très détaillées ne peuvent que susciter des controverses. Il invite lui-même au débat, le provoque même, non seulement au niveau des gouvernements mais au sein des populations : « Nous devons refonder le projet européen, par et avec le peuple (...) C'est pourquoi, si nous voulons avancer à nouveau, je souhaite que nous passions par des conventions démocratiques qui feront partie intégrante de la refondation européenne. Je souhaite qu'une fois que nous aurons défini des termes simples d'une feuille de route partagée par les principaux gouvernements qui seront prêts à aller dans ce sens, nous puissions, pendant six mois, l'année prochaine, dans tous les pays qui le souhaitent, organiser autour des mêmes questions un vaste débat pour identifier les priorités, les préoccupations, les idées qui nourriront notre feuille de route pour l'Europe de demain ».

Dans la perspective de l'anniversaire en 2018 des 55 ans du Traité de l'Elysée, il convie l'Allemagne à un nouveau partenariat, car « comme je l'ai dit, nous pouvons, sur tous ces points, donner de nouveaux impulsions décisifs et concrets ».

Macron est un homme d'état de dimension européenne.

A l'issue du sommet européen de Tallin fin septembre 2017, il crée un groupe des « Amis de la refondation de l'Europe ». Il lance un appel à tous, leur demandant de s'engager pour une intégration renforcée. De même, il indique ouvertement qu'il est inadmissible que des pays réticents freinent ceux qui sont prêts à engager des réformes. Une feuille de route et une ligne de conduite devraient être établies pour tous ceux qui y sont prêts.

Début octobre il prend l'initiative pour désamorcer un des chapitres les plus délicats de l'entente européenne, la politique migratoire. Il annonce que la France accueillera dans les deux années à venir 10.000 migrants venant des camps de l'ONU situés autour de la Syrie et venant d'Afrique. Il engage les autres pays européens à le suivre, car ce n'est qu'ainsi que l'Europe peut répondre à ses devoirs humanitaires ; ce n'est qu'en retenant que les plus défavorisés d'entre eux qu'on peut maîtriser le flux migratoire.

Le 10 octobre 2017 le chef d'état français réitère à l'université Goethe de Francfort son initiative pour une souveraineté renouvelée de l'Europe et souligne l'importance de la culture et du savoir, « le ciment le plus fort de l'Union Européenne ». On se doit de donner à chaque enfant en Europe des perspectives d'avenir, une formation comme remède au malaise issu de la civilisation européenne et ainsi un bouclier contre toute tendance populiste ; en premier lieu, il faut améliorer les perspectives d'avenir des enfants venant des milieux défavorisés.

« Nous n'avons pas besoin d'aller chez le médecin parce que nous avons une vision », mais « nous devons nous poser la question de savoir ce que nous voulons faire ensemble »

Le président Macron veut ré-ancrer l'Europe au cœur des hommes.

IV

Ce ne sont pas seulement ses propositions qui retiennent l'attention du public ; c'est aussi par son assurance et son courage combatif, son attitude visionnaire et avant tout la passion absente dans de nombreux états, que Macron veut donner un nouvel élan à une initiative pour l'Europe et aux débats sur la réforme.

C'est avec cette même passion caractéristique de Macron que le président français réclame de ses compatriotes des réformes profondes et difficiles - et avec laquelle il se place au niveau international à la tête de ceux qui veulent faire avancer la transition climatique.

« We all share the same responsibility : make our planet great again ». Lorsque le président américain Donald Trump annonce vouloir se retirer des accords de Paris sur la transition climatique, c'est Macron qui depuis l'Elysée dans une déclaration – prononcée en anglais courant – répond au nom des européens et en même temps invite les scientifiques, ingénieurs et entrepreneurs déçus à continuer le travail commun entrepris et leur propose la France comme deuxième patrie.

En novembre 2017 lors de la Conférence mondiale de Bonn sur les changements climatiques il précise ses idées, formule les objectifs pour l'Europe et se montre déterminé en prenant la défense du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (IPCC en anglais) mis en danger par le retrait des Etats-Unis : « je veux que l'Europe remplace les Américains et dire ici que la France est prête. Je veux que le plus grand nombre d'états européens avec nous compensent la perte de l'aide financière américaine. Je peux d'ores et déjà vous garantir qu'à partir de 2018 il ne manquera aucun cent au GIEC pour assurer son fonctionnement, avancer et soutenir nos décisions constructives ».

V

À une époque où notre continent est confronté à des évolutions décisives, Emmanuel Macron a entamé le combat pour l'Europe avec passion et confiance, il a montré qu'on peut gagner la confiance des

citoyens et citoyennes pour un renouvellement du rêve européen. Au cours de sa période de gouvernement encore courte, Emmanuel Macron a montré qu'on peut à nouveau inspirer l'Europe et donner un nouvel élan et une nouvelle dynamique au débat sur une entente plus profonde sur notre continent.

En distinguant en 2018 le Président de la République Française le Directoire de la Société pour le Prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle honore et encourage le nouveau lauréat comme porteur d'espoir pour écrire un nouveau grand chapitre de l'Histoire européenne.